

[Texte]

Mr. Côté (Langelier): First of all, Mr. Parry, let me point out one thing. I say that the government was not ready to announce its decision right now. It is my feeling I might not be ready before two months. But I have said also that if we are ready in a month from now, or in two weeks, or three weeks, we are going to go ahead with that. There is no delay at all; and when we are ready we will go with it.

Second, you mentioned free trade. There is no link between free trade negotiation or votes, or whatever happened in the past week in the pharmaceutical industry. As I said earlier, we had to go through an extensive consultation process, which we did. Now we are developing our policy, and having now a better idea of what this policy will be, we feel we might consult with some of the provinces most involved. Some provinces are more involved than others, so we feel we could have a more extensive consultation process with them. We intend to do that in the days and weeks to come, and when we are ready, then we will make the announcement at the appropriate time. But there is no relation at all to the free trade talks, or freer trade talks I might say.

Mr. Parry: Do you have any assurance that when you have come up with the policy, which of course you will believe is in the best interests of Canadians . . .

Mr. Côté (Langelier): And you too, I am sure.

M. Parry: J'en suis convaincu, monsieur le président.

• ..quelle garantie avons-nous que cette politique ne sera pas par la suite totalement modifiée, ou même supprimée, à cause des discussions sur «l'amélioration du commerce» avec les États-Unis?

M. Côté (Langelier): Monsieur Parry, la politique que le gouvernement émettra sera certainement avantageuse pour le consommateur en ce sens que nous voulons qu'elle se traduise par une augmentation des investissements au Canada et par de la création d'emplois. Ces engagements devront être pris et respectés, et le gouvernement trouvera les mécanismes nécessaires pour s'assurer que cette politique-là soit suivie. À ce moment-là, elle devrait se traduire par un bénéfice pour le consommateur.

J'ai dit tout à l'heure qu'il pourrait y avoir des augmentations de coûts pour le consommateur, mais elles ne devraient pas être supérieures au taux d'inflation de la période en cours. On dit que les prix des produits pharmaceutiques vont doubler et connaître des augmentations de 200 ou 300 millions de dollars par année. Je pense que ce sont des chiffres démesurés et irréels qui ne reflètent absolument pas la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Il faut se rappeler qu'il se vend pour 2 milliards de dollars de produits pharmaceutiques au Canada chaque année. Étant donné qu'il y a 10 millions de familles, on suppose que chaque famille achètera

[Traduction]

M. Côté (Langelier): Pour commencer, monsieur Parry, permettez-moi de vous signaler une chose. J'ai dit que le gouvernement n'était pas prêt à annoncer sa décision. J'ai l'impression qu'il ne sera pas prêt avant deux mois. Mais j'ai dit également que s'il était prêt dans un mois, ou dans deux semaines ou trois semaines, il agirait tout de suite. Il n'y a pas de retard, et dès que nous serons prêts, nous agirons.

Deuxièmement, vous avez parlé du libre-échange. Il n'y a aucun lien entre les négociations sur le libre-échange, les voix électorales, ou ce qui a pu se produire cette semaine dans l'industrie pharmaceutique. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons mené à bien un processus de consultation exhaustif, car c'était nécessaire. Nous sommes en train de préparer notre politique, et maintenant que nos idées sont un peu plus précises, nous avons besoin de consulter les provinces le plus directement concernées. Certaines provinces sont plus concernées que d'autres, et par conséquent, les consultations avec ces provinces sont plus longues. Nous avons l'intention de mener à bien ces consultations d'ici quelques semaines, et lorsque nous serons prêts, nous annoncerons le programme. Mais il n'y a absolument aucun rapport avec les discussions sur le libre-échange ou plutôt la libéralisation des échanges.

M. Parry: Lorsque vous aurez arrêté votre politique, et bien sûr vous serez convaincu qu'elle est tout à fait conforme à l'intérêt des Canadiens . . .

M. Côté (Langelier): Et vous aussi, j'en suis certain.

Mr. Parry: No doubt, Mr. Chairman.

—that this policy would not subsequently be severely modified, or even scrapped, because of the discussions on "trade enhancement" with the United States?

Mr. Côté (Langelier): Mr. Parry, the policy our government will be announcing will no doubt be very advantageous for the consumer in the sense that we are trying to lure more investments to Canada and to create jobs. Industry commitments will have to be made and carried out, and the government will do whatever is necessary to enforce this policy. At that point, it should become really advantageous for the consumer.

I said that there might be some cost increases to the consumer but they should be in line with the current rate of inflation. There has been talk of drugs doubling in price and of increases of \$200 million or \$300 million a year. Such figures are out of all proportion, they are unreal and have nothing whatsoever to do with the prevailing situation. One must remember that \$2 billion worth of pharmaceutical products are sold in Canada every year. There are 10 million families in Canada, therefore one can guess that each family is buying or will buy on average \$200 worth of drugs every year, 16 or 17 prescriptions a year.